



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Session annuelle
Rome, 26–30 juin 2023

Distribution: générale

Point 10 de l'ordre du jour

Date: 22 mai 2023

WFP/EB.A/2023/10-G*

Original: anglais

Questions d'administration et de gestion

* *Nouvelle parution pour raisons techniques
le 28 juin 2023*

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport sur la sécurité

Introduction

1. Bien que les restrictions imposées en raison de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) aient été assouplies en 2022, les besoins humanitaires sont en hausse dans le monde entier, du fait de la recrudescence des conflits et de la violence. Le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'aggravation de l'insécurité au Sahel, en particulier au Burkina Faso, sans compter les crises en Haïti, en Éthiopie et en République démocratique du Congo, ont poussé à l'extrême les capacités d'intervention du PAM. Face aux difficultés d'accès accrues et à la montée des risques en matière de sécurité, le PAM a dû faire preuve d'adaptabilité et de résilience.
2. Le PAM a intensifié ses opérations pour venir en aide à 160 millions de bénéficiaires en 2022, soit une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2021. Compte tenu de la demande croissante d'aide humanitaire, les services de sécurité du PAM¹ sont intervenus de plus en plus rapidement et en augmentant leurs moyens dans les zones où se manifestent les facteurs complexes de la faim. Alors qu'il amplifiait ses opérations humanitaires dans des lieux comme l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Sahel, le PAM a dû faire face à des difficultés de plus en plus grandes. La détérioration de la sécurité dans les zones urbaines n'a fait que complexifier les problèmes rencontrés dans les zones d'intervention reculées.

¹ Dans le présent rapport, les expressions "services de sécurité" ou "services de sécurité du PAM" désignent l'ensemble des activités et du personnel de sécurité du PAM. L'expression "Division de la sécurité" désigne quant à elle l'unité du Siège qui est chargée d'encadrer et d'appuyer les opérations sur le terrain.

Coordonnatrice responsable:

Mme M. V. Montalvo
Directrice
Division de la sécurité
courriel: maria.montalvo@wfp.org

3. Selon les évaluations réalisées par des entités du système des Nations Unies, les conditions de sécurité dans le monde en 2022 ont été marquées par une aggravation des menaces pesant sur les organisations humanitaires, dont le PAM. Le rôle des acteurs armés non étatiques n'a cessé de croître. L'extrémisme violent a pris de l'ampleur, en particulier dans l'ouest, le centre et l'est de l'Afrique, ce qui a déclenché des déplacements de population sans précédent, ébranlé la situation humanitaire et fragilisé la résilience.
4. Dans ce contexte, les services de sécurité du PAM ont joué un rôle essentiel pour assurer l'exécution des programmes dans les délais impartis, en collaborant avec les partenaires et en aidant le personnel dans les pays les plus touchés. Ils ont en outre permis au PAM de venir en aide aux bénéficiaires tout en limitant les perturbations des opérations humanitaires. Toutefois, à la fin de l'année 2022, en raison de la conjoncture économique mondiale dominée par des taux d'inflation élevés et la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le personnel du PAM, les partenaires coopérants et les sous-traitants ont été davantage exposés à une forte insécurité.
5. Grâce à la coopération interorganisations, la Division de la sécurité a continué d'exercer un rôle de premier plan dans le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, en s'assurant que les cadres réglementaires pertinents du PAM orientent et soutiennent les opérations et la prise de décisions en matière de gestion des risques liés à la sécurité.

Chiffres clés de l'année 2022

Effectifs:

- Les effectifs de sécurité au niveau mondial comptaient 518 employés, soit une hausse de 16 pour cent par rapport à 2021.
- 71 pour cent des effectifs de sécurité étaient des employés recrutés sur le plan national.
- 55 pour cent des effectifs opéraient dans des zones considérées comme étant en situation d'urgence.

Atteintes à la sécurité

6. En 2022, le nombre d'incidents ayant porté atteinte à la sûreté et à la sécurité du personnel du PAM, des partenaires coopérants et des sous-traitants qui assurent des services pour le compte du PAM a légèrement diminué, de 0,6 pour cent, par rapport à 2021, et s'établit à 1 736 incidents². Toutefois, ce nombre est en hausse de plus de 40 pour cent par rapport à l'année 2020. Soixante-deux pour cent des incidents ont directement touché le personnel, les biens ou les opérations du PAM. Sur le nombre total d'atteintes à la sécurité, 20 pour cent (345) ont concerné le PAM et des partenaires coopérants ou des sous-traitants, et 18 pour cent (313) des partenaires coopérants ou des sous-traitants dans l'exercice de leurs fonctions pour le compte du PAM. Aucun membre du personnel du PAM n'a perdu la vie du fait d'actes de violence ou d'atteintes à la sécurité liées au travail au cours de l'année.
7. Les chiffres et les grandes tendances observées sont notamment les suivants:
 - Dix-huit décès ont été enregistrés, dont deux parmi les membres du personnel du PAM dans deux accidents de la route distincts sans rapport avec le travail. Quatre décès ont été enregistrés parmi les personnes à la charge de membres du personnel du PAM.
 - La criminalité reste la menace la plus courante pour le PAM à l'échelle mondiale. Les aléas – principalement les accidents de la route – sont à l'origine de la moitié des décès et des blessures graves.

² Les incidents concernent les programmes du PAM, à l'exclusion de ceux ayant porté atteinte à des partenaires coopérants et à des sous-traitants en dehors des opérations du PAM.

- La part des incidents comportant des actes de violence ou des menaces de violence a progressé de 26 pour cent en 2021 à 31 pour cent en 2022.
- Une part croissante des atteintes à la sécurité concerne les partenaires du PAM.
- Dix-neuf enlèvements visant 61 membres du personnel du PAM, partenaires coopérants et sous-traitants ont été signalés, un chiffre en hausse de 52 pour cent par rapport au nombre de cas d'enlèvement recensés en 2021. La majorité des personnes concernées (49) faisaient partie du personnel recruté sur le plan national. Deux personnes à la charge d'employés du PAM ont été enlevés en 2022. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest a enregistré le plus grand nombre d'enlèvements, le Burkina Faso et le Cameroun comptant chacun six cas.
- Quatre-vingts pour cent (1 388) des atteintes à la sécurité enregistrées en 2022 ont concerné des membres du personnel recrutés sur le plan national travaillant au service du PAM, de ses partenaires coopérants ou de ses sous-traitants.
- Sur l'ensemble des atteintes à la sécurité ayant touché le PAM, 73 pour cent ont concerné le personnel masculin, et 27 pour cent le personnel féminin, soit 180 cas au total (contre 149 en 2021). Trois femmes membres du personnel du PAM ont fait état d'agressions sexuelles (au Guatemala, au Lesotho et au Soudan). Depuis 2018, le nombre d'atteintes à la sécurité visant le personnel féminin du PAM ne cesse d'augmenter, une tendance que la Division de la sécurité tente de contrer en mettant davantage l'accent sur la sensibilisation, la formation préalable aux affectations sur le terrain et les cours de sensibilisation des femmes aux questions de sécurité.

Grandes tendances concernant les atteintes à la sécurité

8. La part des incidents comportant des actes de violence ou des menaces de violence a fortement augmenté en 2022, passant de 26 pour cent au cours de la période précédente à 31 pour cent. Le nombre d'incidents ayant entraîné l'enlèvement, des blessures graves ou la mort de membres du personnel a augmenté de 5 pour cent par rapport à 2021, avec 61 cas répertoriés concernant 112 membres du personnel du PAM, des personnes à leur charge, des employés des partenaires coopérants ou des sous-traitants. Environ 60 pour cent des cas ayant eu une incidence majeure sur les membres du personnel du PAM et les personnes à leur charge étaient des atteintes à la sécurité accompagnées d'actes de violence; cette proportion a atteint 85 pour cent pour les partenaires et les sous-traitants du PAM.

Répartition par type de menace

9. Dans l'ensemble, les tendances observées en matière de menaces pour la sécurité restent inchangées par rapport aux périodes précédentes: plus de la moitié des cas signalés ont pour origine la criminalité (57 pour cent) et plus d'un quart découlent de dangers dans l'environnement opérationnel (28 pour cent). Le nombre d'**actes criminels** a légèrement baissé par rapport à 2021 (47 cas en moins). Les actes criminels ont concerné 461 personnes travaillant pour le compte du PAM, des partenaires coopérants ou des sous-traitants, et 510 biens du PAM. Dans 61 cas, les faits ont entraîné la mort, des blessures graves ou un enlèvement, soit une hausse de 55 pour cent par rapport à 2021, avec un pic du nombre d'**enlèvements**, qui est passé de 15 en 2021 à 19 en 2022. Les vols simples, les cambriolages, les actes de harcèlement et les vols qualifiés représentent la moitié des cas. Les actes de harcèlement, d'intimidation et d'arrestation de membres du personnel du PAM sont en augmentation, de même que les menaces de violence à l'encontre du personnel du PAM et la surveillance hostile. Parmi les pays³ les plus touchés par des actes criminels

³ Les atteintes à la sécurité dont il est question dans le présent rapport sont celles qui se sont produites dans les zones de responsabilité des bureaux de pays du PAM.

figurent Haïti, le Soudan, l'Ouganda, l'Afghanistan, le Cameroun et le Soudan du Sud. La part des cas liés à des **conflits armés** a diminué, passant de 12 à 8 pour cent du nombre total de cas enregistrés en 2022.

10. Les répercussions des troubles civils sont restées limitées, même si la hausse des prix des carburants, des engrais et des produits alimentaires liée au conflit en Ukraine a secoué de nombreux pays. En Haïti et en République démocratique du Congo, des foules ont pris pour cible les biens et les locaux des Nations Unies et du PAM. Les pénuries alimentaires qui frappent Haïti dans un climat de contestation ont entraîné le pillage d'entrepôts du PAM. Les pays ayant enregistré le plus grand nombre de cas liés à des troubles civils sont la République démocratique du Congo, le Mozambique, le Nigéria, le Soudan et le Yémen. Le nombre de cas liés à **l'extrémisme et au terrorisme** est resté faible (33), soit 2 pour cent du nombre total des cas répertoriés. Vingt-sept de ces cas se sont produits en Afrique de l'Ouest, qui a connu une progression de l'activité terroriste dans le Sahel central, les États côtiers et la région du bassin du lac Tchad. Les faits relevant de la catégorie des **aléas** ont augmenté, passant de 22 pour cent à 28 pour cent en 2022. Les aléas sont à l'origine de 60 pour cent des décès et des blessures graves. Les pays les plus touchés sont le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda. Face à cette situation, la Division de la sécurité et l'Unité de la sécurité et de la santé au travail⁴ ont uni leurs efforts pour mener des missions sur le terrain en vue d'empêcher que les aléas signalés ne se reproduisent. Des mesures visant à améliorer les systèmes de suivi des véhicules et les dispositifs de contrôle de la vitesse ont été mises en œuvre. En outre, des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès du personnel du PAM afin de prévenir les accidents liés à la sécurité et à la santé au travail.

Répartition par région

11. L'Afrique de l'Est compte toujours le plus grand nombre d'atteintes à la sécurité en 2022, à savoir 39 pour cent du total, en raison notamment du nombre élevé de cas survenus uniquement au Soudan du Sud (305). L'Afrique de l'Ouest et le Sahel représentent à eux deux 17 pour cent de tous les cas. La baisse significative du nombre de cas au Cameroun (moins 66 pour cent par rapport à 2021) et en République centrafricaine (moins 51 pour cent) a été contrebalancée par une augmentation de ceux enregistrés au Tchad à la suite d'inondations pendant la saison des pluies (plus 1,2 pour cent). Deux pays en proie à des conflits ouverts ont connu une forte augmentation du nombre d'incidents, à savoir la République démocratique du Congo (plus 54 pour cent) et le Mozambique (plus 56 pour cent). Par ailleurs, en raison de la criminalité croissante à Madagascar, le nombre d'atteintes à la sécurité a progressé de 72 pour cent par rapport à 2021.
12. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes, dont le nombre d'atteintes à la sécurité était au départ peu élevé, a enregistré une augmentation de 83 pour cent par rapport à 2021, du fait de la montée de la violence en Haïti et en Colombie. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, on observe une légère diminution du nombre de cas bien que ceux-ci aient augmenté de 10 pour cent au Myanmar, et que la moitié d'entre eux aient été enregistrés en Afghanistan et au Pakistan en 2021.
13. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe orientale, le nombre d'atteintes à la sécurité a diminué de 27 pour cent par rapport à 2021, dont un recul de 46 pour cent au Yémen et de 43 pour cent au Liban. L'Afrique de l'Est est la région où le nombre des accidents de la route est le plus élevé (43 pour cent), le Soudan du Sud, le Soudan et l'Éthiopie étant les pays les plus touchés.

⁴ L'Unité de la sécurité et de la santé au travail a pour objectif de réduire les accidents du travail et d'améliorer le bien-être physique et mental du personnel, en établissant des droits en matière de sécurité et de santé au travail et en veillant à ce que le personnel reçoive une formation et un appui dans ce domaine. Les lieux de travail comprennent les bureaux du PAM, les entrepôts, les ateliers, les garages, les installations portuaires et aériennes, les centres de soins, les résidences, les chantiers de construction, les plateformes logistiques et les zones de stockage de carburant.

Gros plan sur les opérations menées dans les pays

Afghanistan: La situation en Afghanistan se caractérise par une accélération de la crise alimentaire qui a commencé à la fin de 2021, plusieurs mois après la prise du pouvoir par les Taliban, et qui s'est aggravée en 2022. L'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses partenaires ont lancé un appel de fonds de plus de 5 milliards de dollars É.-U. en janvier 2022, alors que l'Afghanistan connaissait la plus forte prévalence d'une consommation alimentaire insuffisante au monde, situation exacerbée par la sécheresse. Bien que le niveau de violence en 2022 ait été inférieur à celui des années précédentes, les opérations ont pâti des activités criminelles, notamment des pillages, et de la pression exercée sur les acteurs humanitaires. Tout au long de l'année, les services de sécurité ont appuyé l'intensification des opérations en menant des évaluations de la sécurité des routes, en procédant à des négociations relatives à l'accès et en sécurisant des zones en vue de prépositionnements. Grâce à ces efforts, le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies était en mesure de desservir 27 destinations, dont 23 dans le pays, à la fin de l'année 2022.

Burkina Faso: Les conditions de sécurité et la situation humanitaire se sont détériorées dans tout le pays après le coup d'État de janvier 2022, par lequel le Président Kaboré a été renversé. La proportion de personnes déplacées a atteint plus de 10 pour cent de la population, et les groupes armés non étatiques exercent désormais un contrôle sur les régions de l'ouest, du centre et de l'est du pays. Ces groupes ont adopté de nouvelles tactiques consistant à encercler les centres urbains dans le nord et l'est du pays et à isoler la population en coupant l'accès aux infrastructures et aux moyens de communication. Cela a conduit à des situations de famine, en violation de la résolution 2417 (2018) du Conseil de sécurité. Dans plusieurs cas, les communautés touchées ont déclaré avoir été réduites à "manger des feuilles d'arbre" pour survivre. Des groupes armés non étatiques ont également exécuté des civils qui tentaient de fuir les villes assiégées. En juillet 2022, la Division de la sécurité a contribué à assurer un accès vital à la ville de Djibo (dans la province du Soum) à l'aide d'hélicoptères, en étroite concertation avec les autorités nationales pour le choix des zones d'atterrissage des appareils. La division a également élaboré un schéma opérationnel sur mesure, organisé des séances d'information sur la sécurité avant les missions et suivi les opérations. Confrontées à une situation critique en matière de sécurité, les autorités sont devenues moins coopératives avec les entités des Nations Unies et ont tenu à contrôler les zones de distribution de vivres ainsi que la définition des priorités; elles ont aussi demandé qu'un représentant du Gouvernement soit présent lors des missions héliportées. Il a fallu, pour entretenir la confiance dans un paysage politique aussi complexe, s'employer sans relâche à instaurer un climat de confiance, avec la participation du personnel chargé de la sécurité sur le terrain. Des mesures d'adaptation et d'atténuation ont été prises pour surmonter les difficultés et les tensions rencontrées auprès des acteurs nationaux. Compte tenu des résultats du processus de gestion des risques de sécurité mené en décembre, le Secrétaire général de l'ONU a décidé, par l'intermédiaire du Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, d'imposer des restrictions temporaires dans la région du Centre, y compris à Ouagadougou, aux membres concernés de la famille du personnel recruté sur le plan international et couvert par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Afin de surmonter les difficultés d'accès, y compris celles posées par les autorités nationales ou les groupes armés non étatiques concernant l'aide humanitaire, le PAM a souvent fait appel à des sous-traitants du secteur privé pour assurer les distributions.

Mali: Les risques de dommages collatéraux pour la population civile au Mali et dans d'autres pays du Sahel se sont accrus. Selon les estimations de l'organisation *Armed Conflict Location and Event Data Project*, 50 pour cent des opérations militaires menées au Mali en 2022 ont visé des civils. L'évolution de la situation géopolitique et les changements d'alliances au Mali et au Burkina Faso, qui ont pris leurs distances vis-à-vis des alliés occidentaux, ont également pesé sur ces opérations. Les groupes armés non étatiques ont profité de la diminution de la surveillance et des frappes aériennes après la fin de l'opération française Barkhane, et ainsi poursuivi leur avancée territoriale dans la région du Liptako-Gourma. Les affrontements entre jihadistes ont accentué l'insécurité et les besoins humanitaires, tout en aggravant les difficultés d'accès. Au Niger, les opérations du PAM sont toujours soumises à des menaces complexes du fait de la présence de groupes jihadistes actifs dans les zones frontalières à l'ouest et au sud du pays. Les contraintes d'accès résultent à la fois de l'insécurité et des restrictions imposées par le Gouvernement.

Bassin du lac Tchad: L'insurrection de Boko Haram a continué de se propager dans le nord-est du Nigéria ainsi que dans les régions bordant les pays voisins, à savoir le Logone-et-Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga dans l'Extrême-Nord du Cameroun, la région de Diffa dans le sud-est du Niger et la région du Lac au Tchad. En 2022, le groupe Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique a consolidé son territoire et établi une présence opérationnelle dans le centre du Nigéria, plus au sud de sa zone d'influence traditionnelle. Dans toute la région du Sahel, la raréfaction des principales sources de revenus, conjuguée aux changements climatiques, a en outre provoqué des déplacements de population de plus en plus nombreux. Cette situation a fait évoluer les mécanismes de survie à l'échelle locale, ce qui a exacerbé les motifs de conflit et la violence.

République démocratique du Congo: La sécurité dans la partie orientale de la République démocratique du Congo s'est détériorée en 2022. Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont continué leur progression dans le Nord-Kivu et tenté de couper les voies d'approvisionnement empruntées par les forces nationales. Face à l'aggravation des conditions sur le terrain, l'équipe de sécurité a renforcé ses capacités de soutien à la distribution des secours et facilité les négociations relatives à l'accès avec les forces armées gouvernementales et le M23. Dans un souci de gestion des risques, les modalités de l'aide humanitaire ont été adaptées et prévoient un recours accru aux transferts de type monétaire en lieu et place des distributions générales de vivres. L'équipe de sécurité a collaboré avec d'autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies afin de revoir les plans d'évacuation, lesquels ont été utilisés avec succès lors de l'évacuation et de la réinstallation du personnel non essentiel en novembre 2022, lorsque le M23 a encerclé Goma, et que les membres du personnel dont les fonctions n'étaient pas essentielles ont été réinstallés.

Haïti: En Haïti, le PAM s'est attaché à intensifier ses opérations et à gérer les crises après l'effondrement de l'ordre public en septembre 2022, marqué par la prise de contrôle par les gangs et les bandes criminelles organisées. Les services de sécurité se sont efforcés de créer des conditions permettant au PAM de rester sur le terrain et de poursuivre l'action engagée. Grâce au renforcement de l'unité chargée de la sécurité, des plans d'urgence et d'évacuation ont été élaborés et les plans établis pour rester sur le terrain et poursuivre l'action engagée ont permis de limiter au maximum les perturbations des opérations. Seuls deux des cinq bureaux sous-régionaux (Gonaïves et Les Cayes) ont été touchés par les pillages ainsi que par les troubles civils et ont dû cesser leurs activités après le mois de septembre. En octobre, la Division de la sécurité a appuyé la prise de décision ayant conduit à la mise en place de mesures d'évitement des risques, y compris d'autres modalités de travail, et elle a préparé des plans d'urgence. L'appui du PAM en matière de sécurité a contribué à réduire au minimum les retards et les interruptions dans l'exécution des programmes malgré l'augmentation des risques pour la sécurité et la sûreté du personnel et des biens.

Myanmar: Plusieurs régions sont toujours en proie à un conflit actif entre le régime militaire et les mouvements de résistance. Aucune attaque directe n'a été signalée, mais le risque de dommages collatéraux dus à des tirs croisés, à des incendies criminels ou à des attentats à la bombe reste élevé. Les militaires ont continué de contrôler strictement toutes les activités de l'ONU et de ses partenaires afin de s'assurer qu'aucun matériel ne parvenait aux mouvements de résistance. L'accès constitue un défi permanent pour le PAM, les missions et les convois étant soumis à de sévères restrictions. Le recours à des engins explosifs improvisés, à des mines antipersonnel et à d'autres types de mines terrestres est de plus en plus fréquent. Les routes sont souvent fermées par l'armée lors d'opérations de sécurité, sans aucun avertissement. En novembre 2022, un convoi a été bloqué pendant 27 jours à Mrauk U. Dans l'État de Rakhine, où la présence du PAM est la plus importante dans le pays, un cessez-le-feu fragile a été conclu en novembre 2022. Malgré la hausse des besoins humanitaires, les opérations menées dans le pays sont restées limitées; les autorités ont continué de limiter la délivrance de visas et refusé le personnel de sécurité recruté sur le plan international autre que celui du Département de la sûreté et de la sécurité. La capacité du PAM de renforcer la sécurité de son personnel a été mise à mal par le rejet des demandes spécifiques en matière de véhicules blindés.

Somalie: Des obstacles majeurs ont continué d'entraver les opérations en Somalie en 2022, et l'insécurité a touché l'ensemble des organismes des Nations Unies et de leurs partenaires. En juin, plusieurs offensives conjointes contre les Chabab ont été menées par une coalition regroupant des forces fédérales, étatiques et claniques au cours d'une campagne militaire lancée depuis le Hiraan, dans le centre de la Somalie. Cette campagne s'est étendue jusqu'au Moyen-Chébéli, à Galgaduud et à Mudug. Les Chabab ont riposté en menant plusieurs attaques complexes de grande envergure contre des centres urbains et en utilisant davantage d'engins explosifs improvisés transportés par véhicule. Le personnel et des biens militaires, internationaux et gouvernementaux ont été pris pour cible dans le centre et le sud de la Somalie, ce qui a nécessité de revoir à plusieurs reprises les voies d'accès. La Division de la sécurité a fourni des renforts opérationnels et un appui analytique au bureau de pays pendant cette période critique.

Ukraine: De nombreuses difficultés ont entravé l'intervention d'urgence menée en 2022, à laquelle la Division de la sécurité a consacré des ressources accrues. Les opérations ont dû être adaptées à des lignes de front fluctuantes, en déplaçant temporairement le personnel et les biens du PAM. Au début du conflit, les déplacements ont eu lieu des régions de l'est vers l'ouest, pour s'éloigner de Kyiv en février; avec l'extension du conflit, le PAM a recentré ses opérations vers les régions du sud-est. La Division de la sécurité a contribué au déploiement du personnel et des biens du PAM en Pologne. Les difficultés d'accès ont lourdement affecté les programmes, alors que la situation humanitaire exigeait de toute urgence une intensification de l'action menée. Tout au long de l'année, la Division de la sécurité a œuvré en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et des partenaires coopérants à l'ouverture de voies d'accès, et elle a apporté un soutien permanent en matière de suivi et d'analyse à ses partenaires dans les zones à haut risque. La Division de la sécurité a accompagné les négociations qui ont abouti à la signature de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire en juillet 2022 en procédant à des évaluations de la sécurité, en suivant la situation à Odessa et en faisant le point sur celle-ci, et en contribuant à la mise en place de procédures opératoires normalisées. Dès le début, elle a constaté qu'il existait de graves problèmes liés au système de notification, étant donné l'absence de communication entre les parties au conflit. Aucune opération n'a pu avoir lieu dans les zones non contrôlées par les autorités ukrainiennes. Le conflit a posé des obstacles d'ordre technologique qui ont dû être pris en compte dans la planification; les missions à proximité des lignes de front ont notamment pâti du brouillage des communications et de l'impossibilité d'utiliser des téléphones satellitaires, des GPS ou des systèmes à très haute fréquence. Parmi les risques importants encourus dans le cadre des opérations, les services de sécurité ont fait état de ciblage indirects et de bombardements fréquents à proximité d'installations civiles, ainsi que d'attaques de drones causant des dommages collatéraux dans les centres urbains. À partir d'octobre, les tactiques des belligérants ont changé et donné lieu à des frappes aériennes directes. La contre-offensive ukrainienne de l'automne a entraîné un besoin accru de soutien, et les services de sécurité ont aidé à prépositionner des produits alimentaires et non alimentaires. Entre octobre et novembre 2022, le PAM a étendu ses activités au nord et au sud des régions de Kharkiv et de Kherson, à mesure que les autorités ukrainiennes ont repris le contrôle de la situation. La Division de la sécurité a préconisé l'adoption de mesures d'atténuation supplémentaires, notamment la mise en place d'un mécanisme de déconfliction pour répondre aux besoins opérationnels dans l'ensemble du pays. En accordant la priorité à l'échange d'informations avec les autorités nationales, les autres entités des Nations Unies et les partenaires coopérants, le PAM a pu limiter au maximum le risque de suspension des missions empruntant les axes routiers.

Mise en place d'une culture de collaboration en matière de sécurité avec les partenaires coopérants

14. En 2022, la Division de la sécurité a axé son approche du partenariat sur un double objectif pour développer une culture de collaboration en matière de sécurité avec les partenaires coopérants: veiller à ce que les programmes soient exécutés en toute sécurité jusqu'au bout et apporter un soutien aux partenaires dans le cadre de l'initiative "Sauver des vies ensemble". L'objectif principal a consisté à venir en aide aux membres du personnel local, dont la sécurité reste exposée aux risques les plus élevés, qu'ils travaillent pour le compte du PAM ou d'un partenaire coopérant. Au niveau du Siège, le PAM a œuvré dans le cadre du réseau Global Interagency Security Forum et du forum/des Semaines des réseaux et partenariats humanitaires, en gardant à l'esprit l'importance que revêt l'adaptation au contexte local. Les échanges réguliers avec les partenaires du PAM ont essentiellement porté sur la meilleure façon d'aider les organisations non gouvernementales locales à gérer efficacement les risques en matière de sécurité.

15. En tant que membre actif de l'initiative "Sauver des vies ensemble", la Division de la sécurité a apporté son concours aux partenaires coopérants et aux autres organisations humanitaires au niveau des pays et du Siège, en améliorant l'échange d'informations sur la sécurité, en fournissant des conseils en matière de sécurité et en facilitant l'accès humanitaire. De plus en plus de formations et de conseils d'experts en matière de sécurité sont proposés aux partenaires locaux. En outre, la Division de la sécurité a répondu à un nombre considérable de demandes en dehors du cadre de cette initiative, ce qui a permis de renforcer le soutien aux organisations non gouvernementales internationales partenaires de l'action humanitaire grâce au mécanisme de coordination de l'action humanitaire, dont les évacuations sanitaires, et de fournir un appui en matière de sécurité et de logistique pour les interventions d'urgence et les missions cruciales.

Interventions en matière de sécurité opérationnelle

Mise en œuvre des stratégies renforcées du PAM en matière d'accès aux niveaux régional et national

16. En 2022, les opérations du PAM ont continué d'être entravées par les conflits en cours et les difficultés d'accès, caractérisées par l'absence d'un accès humanitaire aux bénéficiaires qui soit sûr, fondé sur des principes et cohérent. En outre, les acteurs armés étatiques et non étatiques ainsi que les autorités de facto ont imposé des restrictions au personnel et aux activités humanitaires. La violence dans les zones civiles, les attaques et les enlèvements visant le personnel humanitaire, les troubles civils ainsi que le détournement et la destruction des articles de secours du PAM sont autant de facteurs qui ont continué de nuire aux opérations du PAM.
17. Dans ce contexte, les opérations du PAM dans les pays ont vu la mise en place de cellules d'accès techniques multifonctionnelles et l'élaboration de stratégies d'accès dans des pays comme le Burkina Faso, le Mali, la Somalie, la République arabe syrienne et le Soudan du Sud. La Division de la sécurité a contribué à étendre la mise en œuvre de la stratégie du PAM en matière d'accès dans les pays et optimisé la mise en place de boîtes à outils spécifiques dans les zones difficiles à atteindre où l'accès était limité par une forte menace sur le terrain.
18. Dans le Sahel central, les équipes de sécurité sur le terrain ont amélioré les stratégies d'acceptation au Mali, au Niger et au Burkina Faso, notamment grâce à la mise en place d'un outil de cartographie. Le renforcement des capacités de négociation humanitaire a facilité la planification. La Division de la sécurité a également renforcé les capacités de collecte et d'analyse de l'information, ainsi que la coordination civilo-militaire. L'accès a pu être mesuré en termes qualitatifs grâce à l'intégration et à la cartographie des données de suivi collectées par le personnel du PAM et par des tiers.
19. Grâce à une meilleure capacité d'alerte rapide, il a été possible de déceler des signes de troubles civils au Mali, au Burkina Faso, au Soudan du Sud, en Somalie, au Nigéria et en République démocratique du Congo, où l'équipe de sécurité du bureau de pays a lancé des actions ciblées de plaidoyer et de sensibilisation auprès de la population locale en vue d'une plus grande acceptation de la part de celle-ci.

Renforcement de la capacité de la Division de la sécurité à répondre à l'évolution des exigences en matière de sécurité grâce à la technologie

20. La Division de la sécurité s'est concentrée sur les technologies existantes et nouvelles pour gagner en efficacité dans le suivi du respect des normes de sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et de celles du PAM, avec une interruption minimale des opérations du PAM dans les pays. Des initiatives ont été lancées pour améliorer les activités à forte intensité de ressources, de main-d'œuvre et de temps grâce à l'automatisation des processus et à des analyses fondées sur les données. Parmi ces initiatives figurent les déclarations d'assurance trimestrielles, les indicateurs de performance clés, les méthodes de collecte de données, la création et l'adoption de plateformes de gestion de l'information, le traitement des images correspondant au déroulement des opérations et le contrôle numérisé des tâches. Ces efforts ont permis d'améliorer l'intégration des nouveaux arrivants et la tenue des dossiers et des données.
21. En ce qui concerne les opérations sur le terrain, les innovations technologiques ont surtout permis de renforcer la sécurité du personnel et des biens et d'atténuer les menaces en renforçant les capacités de suivi. En Haïti, compte tenu des difficultés d'accès et de la détérioration des conditions de sécurité, les gangs étant en position de force par rapport aux services de sécurité nationaux, la Division de la sécurité a estimé que le recours à des drones s'imposait pour faciliter l'évaluation du réseau routier.
22. En 2022, l'équipe chargée de la transformation opérationnelle au sein de la Division de la sécurité s'est employée à mettre en adéquation les besoins sur le terrain et les solutions technologiques applicables, en tenant compte de leur accessibilité économique sans pour autant perdre de vue la valeur stratégique de l'innovation. La Division de la sécurité a entamé un examen des besoins sur le terrain, et plus de 40 membres du personnel sur le terrain ont fait part de leurs tâches, priorités et demandes les plus fréquentes afin d'améliorer les flux de travail. Des possibilités offertes par le numérique ont été recensées en vue d'aider le personnel chargé du suivi et la surveillance (l'objectif étant de raccourcir les processus), de veiller au respect des normes et de soutenir les fonctions relatives aux rapports et la gestion des crises.
23. La technologie est restée un atout majeur pour les interventions face aux crises dans des pays comme le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo et la Somalie; la cartographie de l'accès et des réseaux d'influence des acteurs du conflit, par exemple, a permis d'améliorer la capacité de la Division de la sécurité à cet égard.
24. En ce qui concerne la formation, la Division de la sécurité a accordé une plus grande attention aux capacités de prévention et d'atténuation en 2022. Des cours de formation aux premiers secours, portant notamment sur l'utilisation de la trousse médicale d'intervention d'urgence et de la trousse individuelle de premiers secours à l'intention du personnel du PAM, ont été dispensés au Burkina Faso, au Mali, au Nigéria, en Afghanistan, en Libye, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan, en République arabe syrienne, en Ukraine et au Yémen. La formation s'adressait aussi au personnel du Siège et aux personnes mobilisées en renfort. Des trousse individuelles de premiers secours ont été fournies dans le cadre de l'intervention d'urgence en Ukraine et dans tous les pays voisins. Il en a été de même au Burundi, à Dubaï pour les besoins du Centre de gestion du parc automobile du PAM et de l'Équipe d'intervention rapide dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications, en Haïti et au Siège en cas de déploiement de renforts. La levée progressive des restrictions liées à la COVID-19 a également permis de dispenser des formations relevant du programme "Sécurité et sûreté en mission" au personnel du PAM déployé dans des pays à haut risque, notamment l'Afghanistan, le Burkina Faso et le Kenya. Une formation sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité a en outre été dispensée au personnel féminin du PAM au Siège et dans les régions suivantes: Amérique latine et Caraïbes (État plurinational de Bolivie, Pérou et Colombie), Asie et Pacifique

(Afghanistan), et Moyen-Orient et Afrique du Nord (Iraq). Bien plus qu'un simple cours de formation, la sensibilisation des femmes à la sécurité constitue un forum sûr permettant au personnel féminin de partager ses préoccupations et ses expériences en matière de sécurité.

Optimisation du budget et des effectifs grâce au renforcement de la planification et du suivi

25. En 2022, la Division de la sécurité a continué de renforcer ses mécanismes de contrôle interne afin que les considérations liées à la sécurité soient systématiquement prises en compte lors du processus d'examen et d'approbation des programmes.
26. D'un montant total de 25,9 millions de dollars, les dépenses liées à la sécurité au Siège et dans les bureaux régionaux ont représenté 5,2 pour cent du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP).
27. Sur le terrain, le montant total des dépenses liées à la sécurité est estimé à 80,3 millions de dollars, soit 12,2 pour cent du budget total des coûts d'appui directs (CAD) au niveau des bureaux de pays, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

DÉPENSES DE SÉCURITÉ DU PAM - 2022				
Description	en dollars		Description	en dollars
Personnel du Siège et des bureaux régionaux	9 888 672		Personnel sur le terrain	47 103 900
Département de la sûreté et de la sécurité	12 705 239		Sécurité au domicile (bureaux de pays)	2 733 160
Siège et bureaux régionaux – autres coûts (Fonds d'urgence pour la sécurité, formation et missions d'assistance en matière de sécurité)	3 263 049		Matériel de sécurité	2 134 315
			Budget de sécurité cofinancé sur le plan local	8 500 000
			Agents de sécurité (uniquement dans les bureaux de pays)	11 770 500
Total dépenses de sécurité financées au titre du budget AAP	25 856 960		Total dépenses de sécurité financées au titre des CAD	80 275 322
Proportion du budget AAP total	5,2%		Proportion des CAD totaux	12,2%
Budget AAP total	496 100 000		CAD totaux	656 869 040

Liste des sigles utilisés dans le présent document

budget AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
CAD	coûts d'appui directs
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
M23	Mouvement du 23 mars
ONU	Organisation des Nations Unies